

LISTE DE VERIFICATION DE L'ADMISSIBILITE DU DOSSIER A l'AP-Init-2023-03 (RO)

Le projet répond à la thématique de l'appel (RO)	
Le porteur principal n'a pas soumis plus de deux lettres d'intention par appel à projets (PV, RSS ou RO)	
Le porteur principal n'a pas soumis plus de trois lettres d'intention sur l'ensemble des trois appels à projets (PV, RSS <u>et</u> RO)	
La durée du projet est comprise entre 36 et 48 mois	
Le montant de la subvention demandée à L'Initiative couvre au moins 50% du budget total du projet	
Le montant de la subvention demandée à L'Initiative est compris entre 650 000€ et 5 000 000€	
Si le porteur principal du projet a un budget annuel supérieur à 5 millions d'euros, un cofinancement du projet d'au moins 10% du budget total est assuré (Sur fonds propres ou externe (autre bailleur de fonds))	
Le projet est bien mis en œuvre dans un ou plusieurs pays éligibles	
Le projet n'excède pas 3 pays de mise en œuvre (sauf si le projet est adossé à un réseau ou une organisation régionale non-étatique préexistante). Dans ce dernier cas, le projet ne doit pas excéder 5 pays de mise en œuvre.	
Le porteur principal du projet est une personne morale ayant son conseil d'administration/ son comité dirigeant et son siège enregistrés dans un pays éligible ou en France.	
Le porteur principal du projet n'est pas une Organisation Internationale (c'est-à-dire Organisation des Nations Unies et agences associées, organisations étatiques régionales).	
Le projet est exécuté avec au moins un partenaire de mise en œuvre enregistré dans le pays du projet	
Le porteur principal doit avoir une existence juridique d'au moins 3 ans au moment du dépôt du projet	
Les projets multi-pays, doivent être exécutés avec au moins un partenaire de mise en œuvre dans chacun des pays. Si le porteur principal est enregistré dans l'un des pays de mise en œuvre, alors il n'a pas l'obligation d'avoir de partenaires de mise en œuvre dans ce pays	
Les partenaires de mise en œuvre dont le conseil d'administration/le comité dirigeant et le siège sont enregistrés dans un pays non éligible ne peuvent recevoir une délégation budgétaire de plus de 15 % du total de la subvention d'Expertise France, quel que soit le nombre de partenaires de mise en œuvre enregistrés dans un pays non-éligible	
Le porteur principal comme les partenaires de mise en œuvre ne doivent pas avoir de dispositions statutaires qui n'autoriseraient pas Expertise France ou tout auditeur externe désigné par Expertise France à effectuer des contrôles et vérifications sur place et à avoir un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le projet sera réalisé, y compris à tous les documents et données informatisés concernant la gestion technique et financière du projet	
Le coût moyen annuel du projet (Calculé sur la base du budget total du projet et non sur la part demandée à L'Initiative) ne devra pas excéder 70 % du total des charges annuelles (dépenses) du porteur principal. Pour cet appel à projets, le total des charges (dépenses) est établi sur la base du rapport financier 2021 complet (compte	

de résultat et bilan), validés en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance	
Si le projet est porté par une structure française il doit avoir deux investigateurs principaux, un de France et un du pays récipiendaire.	
Pour les projets dont le budget demandé à L'Initiative est supérieur ou égal à 1 million d'euros, un bilan à mi-parcours doit être programmé et budgété dans les coûts (ressources humaines et activités). Il est recommandé que le budget consacré à l'évaluation intermédiaire représente entre 2 et 3 % du budget du projet, sans dépasser 50 000 €.	
<p>Le dossier est complet et comporte l'intégralité des documents demandés</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La lettre d'intention (selon le nouveau modèle fourni en annexe 1) 2. Le formulaire administratif (selon le modèle fourni en annexe 2) 3. La fiche de résultats (selon le modèle fourni en annexe 3) 4. La copie des statuts de l'organisme porteur principal (en français ou en anglais) 5. La preuve d'enregistrement de l'organisation dans le pays avec l'adresse de domiciliation du porteur 6. Rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan), validés en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance 7. Le budget prévisionnel de l'organisme porteur principal pour l'année 2023 8. Le dernier rapport d'activités annuel 9. Le dernier rapport d'audit validé. Veuillez noter que ce rapport sera obligatoirement demandé en cas de présélection de votre projet 10. Les lettres d'engagement pour chacune des organisations <u>partenaires</u> intervenant dans la mise en œuvre du projet. Veuillez noter qu'elles seront obligatoirement demandées en cas de présélection de votre projet 	
S'il s'agit d'un renouvellement de projet préalablement financé par L'Initiative, une fiche (annexe 3) présentant les évolutions envisagées eu égard aux résultats de la phase précédente est jointe au dossier	